

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Maroc & Sahara occidental > Sahara occidental > **Déclaration - Face à l'escalade de la guerre au Sahara : avec le peuple (...)**

Sahara occidental

Déclaration - Face à l'escalade de la guerre au Sahara : avec le peuple sahraoui, pour son droit à l'autodétermination et la fin de l'occupation

jeudi 3 décembre 2020 (Date de rédaction antérieure : 17 novembre 2020).

La situation que connaît actuellement le Sahara occidental est extrêmement grave et représente un saut qualitatif et un fait historique dont nous ne pouvons rester impassibles.

Au cours de ces 45 dernières années, le Maroc n'a jamais respecté les accords de paix et les Droits de l'homme. L'occupation illégale du territoire, le blocus du référendum, les violations des Droits de l'homme à l'encontre de la population sahraouie et le pillage de ses ressources naturelles en sont de bons exemples. À ces violations s'ajoutent, depuis trois ans, les travaux d'une route qui traverse le col de Guerguerat, qui ne respecte pas non plus les accords de 1991, avec l'intention manifeste d'exporter les marchandises qui sont le fruit du pillage du territoire occupé.

Des militants et des civils sahraouis protestaient pacifiquement depuis trois semaines au col lorsque l'armée marocaine les a attaqués, ce à quoi l'Armée populaire de libération du Sahara a légitimement répondu pour protéger ses citoyens. C'est *de facto* le plus grand acte de guerre de la part du Maroc depuis le cessez-le-feu.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté cette nouvelle atteinte aux Droits de l'Homme et la rupture du cessez-le-feu par le régime marocain, et nous reconnaissons le droit du peuple sahraoui et du Front Polisario, en tant que leurs représentants, à la légitime défense de leur population, de leur territoire et du droit à l'autodétermination, qui est garanti par toute la légalité internationale et les accords de paix.

L'Espagne n'est pas un agent neutre dans ce conflit. L'Espagne est politiquement responsable de la situation et est également la puissance administrante du Sahara occidental, comme reconnue par l'ONU. Par conséquent, le gouvernement espagnol ne peut pas continuer à maintenir une fausse prétention de neutralité face à la situation de ces derniers jours. La déclaration du ministère des affaires étrangères appelant l'ONU à garantir le respect du cessez-le-feu alors qu'elle ignore et ne respecte pas l'engagement d'organiser un référendum sur l'autodétermination tel que stipulé dans les accords de 1991, est une position qui la place de facto avec le régime marocain et contre le droit international.

Cela s'ajoute à d'autres actions de ce gouvernement qui, en moins d'un an, a clairement fait connaître sa position vis-à-vis du régime marocain, suivant en cela le ton des différents gouvernements espagnols au cours des quarante-cinq dernières années, depuis les accords dits de

Madrid. Le don de matériel de police, à travers une fondation du MAEC, au régime marocain ou les visites du ministre à Rabat au milieu de la controverse sur la souveraineté des eaux sahraouies en sont des exemples.

C'est dans des moments comme celui-ci que la présence des ministres de l'Uniras Podemos devait être remarquée, forçant le gouvernement à prendre des mesures pour cesser d'être un problème comme il l'a été jusqu'à présent et devenir une partie de la solution au problème politique du Sahara. Mais au contraire, tant Podemos que Izquierda Unida et leurs ministres se sont contentés de déclarations génériques qui ne condamnent pas l'attaque marocaine contre le peuple sahraoui. Nous exigeons donc que le gouvernement espagnol condamne immédiatement la rupture du cessez-le-feu par le Maroc, qu'il assume son rôle de pouvoir qui administre formellement le territoire et qu'il garantisse le respect des droits humains, sociaux et économiques du peuple sahraoui comme étape préalable pour assurer une solution juste, pacifique, démocratique et durable de ce conflit, qui passe inévitablement par le respect du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

L'impossibilité de parvenir à une solution pacifique et, par conséquent, le retour au conflit armé est aujourd'hui un scénario trop plausible. Si des responsabilités se présentent, il faudra les chercher parmi ceux qui n'ont rien fait ou qui ont directement mis des bâtons dans la roue d'un processus de décolonisation incomplet qui a encore un référendum et de nombreuses dettes en suspens. Et que personne ne se cache dans une communauté internationale sans nom et prénom.

Nous réitérons notre engagement envers le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et nous travaillerons dans les prochaines semaines, avec le mouvement de solidarité et le Front Polisario, pour organiser une réponse citoyenne dans notre pays qui fera pression sur le gouvernement pour qu'il change sa position et mette fin au soutien historique que tous les gouvernements, sans exception, ont apporté jusqu'à présent au régime marocain et à l'occupation.

Anticapitalistas, 17 novembre 2020

P.-S.

• Publié le Jeudi 19 novembre 2020 :
<https://fourth.international/afrique/264>